

Les ATTITUDES ARABES envers ISRAËL

Menahem Milson

Professeur de littérature arabe à l'Université Hébraïque, spécialiste de l'antisémitisme et de l'intégrisme dans le monde arabe, auteur notamment de *Najib Mahfuz : The Novelist Philosopher of Cairo* (1988). Il fut l'aide de camp du président Sadate lors de sa visite à Jérusalem en novembre 1977. Anciennement doyen de la Faculté des Humanités et de l'Ecole internationale Rothberg à l'Université Hébraïque, il est le cofondateur et le président de l'Institut de recherche sur les médias du Moyen Orient (MEMRI), basé à Washington.

Deux opinions diamétralement opposées vis-à-vis de l'existence d'une entité juive souveraine en Eretz-Israël illustrent les extrêmes de l'éventail des attitudes arabes envers Israël. La première est celle d'un professeur de psychiatrie égyptien, qui ne voit clairement aucune place pour un Etat juif au Moyen-Orient ; la seconde celle d'un avocat et homme politique libanais qui a eu le courage de se prononcer publiquement sur la nécessité de faire la paix avec Israël.

Après s'être répandu en éloges sur les auteurs d'attentats suicides, le Dr 'Adel Sadeq affirme : « A un niveau stratégique, il doit y avoir un projet panarabe pour atteindre notre objectif. Notre objectif commun est de libérer la Palestine des agresseurs israéliens. Pour employer les mots que l'on n'aime plus trop utiliser : nous jetterons les Israéliens à la mer. Cette phrase, soit dit en passant, était vraie. Soit c'est eux qui nous jet-

teront à la mer, soit c'est nous qui les jetterons à la mer. Il n'existe pas de compromis. La coexistence n'est qu'une [idiotie]... »

Roger Eddé, leader du Parti de la paix libanais, a déclaré sur ANB TV, le 28 octobre 2007, qu'il était favorable à la paix avec Israël. Lorsqu'on lui a demandé si cela signifiait qu'il était opposé à la "résistance" du Hezbollah, il a répondu : « Si le Hezbollah est opposé à la paix, il devrait combattre la Syrie. Le président syrien Hafez Al-Assad maintient le calme sur ses frontières du Golan, et lui et son fils ne cessent de nous répéter, semaine après semaine, que la paix est une « option stratégique ». En Syrie, la paix est une option stratégique, et ici, c'est une trahison ? De quoi parle-t-on ? De quelle sorte de logique s'agit-il ? Comment pouvez-vous escompter vendre une telle idée au peuple ? Les gens sont fatigués de ce genre de logique. Cette logique est inacceptable au Liban et ailleurs. Je suis un homme de paix, et je soutiens la paix, au Liban tout d'abord et dans la région ensuite ». Lorsque l'intervieweur lui a demandé s'il s'agissait d'une paix ou d'une capitulation, il a répondu : « Il ne s'agit d'une "capitulation" que dans votre esprit. Pour moi, la paix signifie l'honneur. C'est une paix politique et territoriale. La paix signifie la liberté ».

Le refus arabe

La position arabe traditionnelle a toujours été que les Juifs n'ont pas le moindre droit de disposer d'une entité souveraine au Moyen-Orient. C'est pourquoi ils ont rejeté catégoriquement toutes les propositions de partition avancées dans les années 1930 et 40. Il y a un peu plus d'une semaine, nous avons célébré l'anniversaire de la Résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations unies, consacrant le partage de la Palestine mandataire en un Etat juif et un Etat arabe. Cette résolution a été acceptée par la direction du *Yishouv* et du mouvement sioniste, conduite par Ben Gourion, tandis que les Arabes l'ont rejetée avec mépris et colère. Le leader des Arabes palestiniens de l'époque, le mufti Haj Amin Al-Husseini, a affirmé que ce qui serait écrit avec de l'encre serait effacé dans le sang. Le rejet arabe de toutes les propositions de compromis était fondé non seulement sur leur conception du monde, dans laquelle il n'y avait pas de place pour une souveraineté juive, mais aussi sur leur appréciation de la situation. Selon leur appréciation, l'équilibre des forces sur le terrain était clairement en leur faveur : 600 000 Juifs, pauvrement armés, contre 1,2 millions d'Arabes palestiniens, soutenus par sept Etats arabes.

Nous savons tous ce qui s'est passé après cette résolution, lorsque le *Yishouv* naissant, qui allait bientôt devenir un Etat indépendant, a résisté aux attaques des Palestiniens locaux et repoussé l'invasion des armées des pays arabes voisins. Le projet sioniste, que les Arabes considéraient comme étant à la fois injuste et

irréaliste, est devenu une réalité, et la moitié des Arabes de la Palestine mandataire ont quitté le pays et sont devenus des réfugiés.

La conception islamique de la paix

En dépit du fait que l'Égypte et la Jordanie ont signé des traités de paix avec Israël, et que l'OLP, dirigée par Yasser Arafat, a signé les accords d'Oslo avec Israël, les Arabes n'ont pas réellement accepté le principe du droit d'Israël à exister. Les raisons de cela sont enracinées dans la vision du monde islamique, en vertu de laquelle la Palestine fait partie de la « Demeure de l'islam » (*Dar al-islam*) et ne doit pas être gouvernée par des infidèles.

C'est un fait historique que depuis le début du 7^e siècle et jusqu'à la dislocation de l'Empire ottoman, après la Première Guerre mondiale, cette région a été dominée par des régimes musulmans. Il y a bien eu un intervalle de domination chrétienne pendant les Croisades, aux 12^e et 13^e siècles, mais l'épisode du royaume croisé de Jérusalem et sa fin servent justement de preuve pour les Arabes qu'aucune domination infidèle ne peut durer face à la résistance des Musulmans, et que le destin de l'entité juive ne sera pas meilleur.

Toutefois, il est tout aussi évident que si l'idéologie arabe qui déclare le caractère illégitime d'Israël se perpétue, le comportement effectif des Arabes - tant au niveau des gouvernements qu'à celui des individus - est tout à fait autre. Nous savons tous que l'Égypte a signé un traité de paix avec Israël et qu'elle entretient des relations diplomatiques avec lui, de même que la Jordanie. La Mauritanie, membre de la Ligue arabe, entretient elle aussi des relations diplomatiques pleines et entières avec Israël. En sus de ces pays qui entretiennent des relations diplomatiques entières avec Israël, il y en a d'autres qui ont des relations avec Israël qui, quoique non officielles, sont reconnues ouvertement. Ces pays incluent le Maroc, la Tunisie, le Qatar, Dubaï, Bahreïn et Oman. La réalité de la paix officielle avec le pays arabe le plus important, l'Égypte, est une preuve convaincante du fait que certains Arabes ont été contraints de reconnaître ouvertement que leur attitude de refus du partage avait échoué. La réalité est en effet une force très persuasive.

La même doctrine islamique, qui exige des Musulmans de mener le Djihad pour que l'islam règne partout dans le monde, enseigne aussi que si les pertes et les préjudices qu'ils risquent de subir de la part de leurs ennemis dépassent les gains escomptés, ils sont autorisés à conclure la paix. La vision du monde islamique traditionnelle autorise la paix avec les infidèles, mais il s'agit d'une paix provisoire et conditionnelle. La théorie islamique classique de la guerre et de la paix est fondée sur la tradition du prophète Mohammed, qui, au sixième siècle de l'ère islamique (628 de l'ère chrétienne), a signé un traité de paix avec les

Arabes infidèles de la Mecque à Hodaybiyya. Cet événement revêt une signification essentielle dans la théorie musulmane classique des relations internationales, c'est pourquoi il vaut la peine d'examiner la nature de cet accord en détail.

Selon les descriptions islamiques de cet événement, Mohammed a projeté d'entrer dans la cité de la Mecque avec un grand nombre de ses partisans et d'y accomplir les rites de la *'umra* (le petit pèlerinage). Les Mecquois ont refusé de les laisser entrer, et Mohammed, réalisant qu'il ne disposait pas de forces suffisantes pour vaincre les Mecquois, a accepté de signer un traité de paix de 10 ans avec les infidèles de la Mecque. Dans la période qui a suivi, les adeptes de Mohammed se sont multipliés, et sa force militaire s'est accrue. Environ un an et demi plus tard, un membre d'une tribu alliée avec la Mecque a tué un membre d'une tribu alliée avec Mohammed. Ceci a été présenté par Mohammed comme une violation du traité conclu avec les Mecquois, et il a lancé une campagne militaire contre la Mecque, qui a été conquise par lui en l'an 630.

Cette série d'événements est devenue le modèle islamique pour traiter avec les ennemis non musulmans. Le dirigeant musulman a le droit de signer un traité de paix avec un ennemi non musulman si la guerre apparaît comme trop coûteuse pour le camp musulman. En fait, le traité de paix est conclu pour une période de dix ans au maximum, mais il peut être renouvelé indéfiniment. D'un autre côté, le dirigeant musulman a le droit de rompre le traité lorsque l'équilibre des forces est modifié en sa faveur, sous réserve de pouvoir invoquer une violation de l'accord par l'autre partie.

Lorsque l'ancien Président Sadate est venu en Israël, il y a trente ans, et a exprimé sa volonté de faire la paix, le mufti d'Égypte a rendu une fatwa affirmant que la décision de Sadate était légitime selon l'islam, en citant l'exemple d'Hodaybiyya. Dans ce cas, Hodaybiyya a servi d'exemple positif pour permettre la paix avec les non Musulmans. Mais il peut aussi être utilisé autrement : lorsqu'Arafat a été critiqué pour avoir signé des accords de paix avec Israël, il a fait référence à Hodaybiyya pour suggérer que cette paix n'était que provisoire.

Attitudes arabes envers la paix

Si nous avons toutes les raisons de considérer avec satisfaction l'obtention de la paix avec certains pays arabes, nous ne pouvons pas négliger le fait que la paix qui a été obtenue n'est pas exactement celle qu'espérait Israël, et qu'elle peut être décrite – et l'est souvent – comme une paix froide. Cela signifie que même si l'Égypte s'est engagée à instaurer une normalisation totale avec Israël dans tous les domaines, y compris les relations culturelles et l'éducation, la normalisation est restée un terme injurieux en Égypte. Aucun

professeur ou intellectuel égyptiens ne vient en Israël et aucun professeur israélien n'est invité par les Égyptiens. Même aujourd'hui, 28 ans après la signature des accords de paix, le nom d'Israël ne figure pas sur les cartes et dans les manuels des écoles égyptiennes. Lorsque le dramaturge égyptien populaire Ali Salem a osé se rendre en visite en Israël il y a quelques années, il a été puni en voyant ses pièces bannies des scènes égyptiennes. La même situation prévaut en Jordanie. La paix avec ces deux pays signifie principalement la cessation des hostilités militaires.

Il faut également remarquer que l'Égypte a été et demeure très active dans les offensives contre Israël aux Nations unies, et que ses médias – journaux, radio et télévision – regorgent non seulement d'incitation contre Israël, mais aussi de propagande antisémite. La propagande arabe ne fait généralement aucune distinction entre les Juifs, les sionistes, et les Israéliens. Certes, les diplomates ou universitaires arabes qui s'adressent à des publics occidentaux soulignent que leurs critiques sont dirigées contre Israël et contre le sionisme politique, et non contre les Juifs en général, mais la vérité est très différente, et de telles distinctions n'existent pas dans les sermons religieux et dans la propagande politique anti-israélienne. Dans une interview à la télévision, le mufti de la brigade palestinienne stationnée en Jordanie annonça qu'il était « erroné de faire une différence entre le sionisme et le judaïsme, puisque le sionisme n'est qu'une goutte dans le marécage qui porte le nom de judaïsme ».

Revenons sur la différence entre les attitudes israéliennes et les attitudes arabes à l'égard de la paix. Pour la plupart des Israéliens, la paix avec les Arabes constitue une aspiration et un rêve, pour la réalisation duquel ils sont désireux de payer un prix. Dans la vision israélienne, la paix souhaitée est envisagée comme un état de relations normales similaires à celles qui prévalent aujourd'hui entre l'Allemagne et la France. Pour les Arabes, la paix avec Israël n'est pas un but en soi, mais plutôt le prix qu'ils pourront être obligés de payer afin de récupérer des territoires et d'améliorer leurs relations avec les États-Unis. Il existe donc une divergence importante entre les perceptions et les attentes de la paix des deux côtés. En réalité, la nature de la paix qui existe entre Israël et la Jordanie, ou entre Israël et l'Égypte, est déterminée par la compréhension arabe de ce que signifie la paix – à savoir, la cessation des hostilités militaires, sans toutefois faire disparaître l'hostilité politique, et le maintien d'un boycott culturel total.

Il est important pour les Israéliens de comprendre ce que sera la nature de la paix établie avec un pays arabe. A quelques nuances près, elle risque fort de ressembler à la paix froide existant actuellement entre Israël et la Jordanie, ou entre Israël et l'Égypte. Au cours de l'histoire des négociations entre Israël et les Arabes, les deux parties présument généralement que la paix et la normalisa-

tion qui en découle constituent un bien plus précieux que l'état de non-belligérance, et qu'un prix plus élevé devrait donc être payé pour l'obtenir. Cela s'avère pourtant être une lourde erreur. Il ne sert à rien pour Israël de payer un prix supplémentaire afin d'inclure la normalisation dans tout accord, puisqu'il s'agit d'un concept dont l'obtention ne peut faire l'objet d'aucune mesure d'exécution de la part d'Israël. L'abstention de la partie arabe de mettre en œuvre la normalisation ne permettrait pas à Israël d'appliquer une quelconque sanction contre cette partie, et les protestations seraient inefficaces et gênantes pour Israël.

Ayant reconnu le fait que la paix que nous pouvons espérer de manière réaliste signifie en fait la cessation des hostilités, la question pressante est de savoir qui peut garantir cette exigence minimale – le cessez-le-feu – du côté palestinien. Il est devenu absolument clair que l'Autorité palestinienne est incapable de remplir ce rôle. C'était précisément sur le fondement de l'hypothèse qu'elle remplirait ce rôle que les accords d'Oslo ont été signés et qu'Arafat et ses hommes ont été autorisés à entrer dans la bande de Gaza et en Judée Samarie. A présent, nombreux sont ceux qui se demandent s'il ne faudrait pas confier de nouveau un rôle à la Jordanie en Judée-Samarie. Jusqu'en octobre 1974, c'est la Jordanie qui assumait la revendication arabe sur la région de Judée et de Samarie – la « Cisjordanie ». L'OLP, sous la direction d'Arafat, a remporté une victoire historique lorsque le sommet arabe, réuni à Rabat en octobre 1974, a déclaré que l'OLP était l'unique représentant légitime du peuple palestinien. Annuler ce statut reconnu internationalement n'est pas une chose facile. Néanmoins, au vu de l'échec de l'AP, d'une part, et de l'absence de volonté ou de l'incapacité d'Israël d'assumer un contrôle total sur cette région, on ne peut pas exclure la possibilité que la Jordanie se voie demander d'intervenir pour empêcher un chaos total dans les territoires palestiniens.

Il ressort clairement de l'analyse qui précède que les relations entre Israël et ses voisins arabes dépendent essentiellement de sa force. La force d'un Etat est bien entendu un concept complexe. Elle mêle à la fois la force militaire, la cohésion sociale interne, la solidité économique et la légitimité et le soutien international. Développer cette force et réussir dans tous ces domaines n'est pas une tâche facile, mais c'est précisément ce que doit faire Israël. Plus Israël parviendra à atteindre ces objectifs de force nationale et de prospérité, plus grandes seront les chances de paix au Moyen-Orient – ou plutôt, pour employer des termes plus réalistes, plus grandes seront les chances de non-belligérance.